

Le CMJD

Nouvel espoir ou réelle crainte?

PAR DR NASSIH

Au petit matin du 3 Août 2005, à l'annonce à Nouakchott du coup d'Etat militaire et de ses artisans, deux sentiments contradictoires très forts me prirent, l'un suscité par la crainte et l'autre suscité par l'espoir. Tous les deux sont inspirés par le vécu de l'expérience de notre propre sous-région: la maliennne qui porta au panthéon de l'Histoire un certain Amadou Toumany Touré et la tunisienne qui, avec l'avènement de Ben Ali, porteur pourtant de tant d'espoirs, symbolisa, à mes yeux, un peu plus tard, un affront à la culture d'un peuple globalement instruit, en somme une des plus implacables dictatures du monde arabo-africain dont la Tunisie martyrisée continue encore de subir les affres les plus sordides...

La brise matinale atlantique nouakchotaise sous le soleil ardent d'Août épaississait un brouillard qui n'aidait pas à la clarté de la vue et le déploiement impressionnant des forces de la Garde Présidentielle aux points névralgiques de la Capitale ne dissimulait pas les confusions de l'esprit, surtout pour ceux qui, comme moi, gardent encore du 8 Juin, dans le nez et dans les oreilles, l'odeur pestilentielle de la poudre et le bruit assourdissant des canons...

Pas d'image soft donc; et le balancement entre la crainte et l'espoir peut continuer. Ravivé. Un véritable duel entre le cœur et la raison. Le cœur veut avec force que l'expérience maliennne l'emporte. La raison l'en empêche solidement. Alors pourquoi?

Sans doute en Mauritanie, comme au Mali et en Tunisie, lors de ces événements majeurs, la situation des peuples était telle que, au plus bas du creux, le moindre changement politique se transformerait en un acte de délivrance. Le Mali subissait la dictature et l'injustice de Moussa Traoré. La Tunisie souffrait du règne vieillissant de Bourguiba, ivre et aveugle, jurant de boire le sang des islamistes d'Ennahdha et d'avoir la tête du Cheikh Rachid El Ghannouchi dans des parodies de procès sans fin, dont la portée n'échappe même pas à ceux pour lesquels ils sont exportés... La Mauritanie, elle, crouissait durant plus de deux décennies sous le royaume de l'imperitence et du favoritisme les plus insolents, avec, en prime, une paranoïa de l'anti-islam et de la haine aux barbous... Similitude donc entre la situation des trois pays avec, bien sûr, leurs variations spécifiques et diversités propres liées à la nature des blocages politiques. Mais notons tout de même la ressemblance de fin de règne de Bourguiba et de Maouya, avec la même obsession pathologique de l'anti-islamisme. Voilà pour ce qui est des pays, venons-en maintenant aux acteurs.

A part le fait que Toumany Touré et Ely O. Med Vall sont tous deux des plus gradés de leurs armées, tout en fait sépare les deux officiers. Le pre-

mier est clean, au passé vierge et propre. Le second est un des piliers du régime de Maouya. Riche jusqu'à l'insolence, associé à toutes les répressions opérées par le régime déchu, l'homme qui a dominé la stéréotypée nationale plus de vingt ans et a organisé la police de manière catastrophique (d'aucuns disent à juste titre que le corps de la Police ne s'en remettra plus!) cumulait en réalité tous les préjugés défavorables.

Ely et Ben Ali hélas se rencontrent dans pas mal d'aspects. Tous deux issus des services de renseignements, tous deux sont ou presque les obligés de leurs systèmes, tous deux héritent de la même intransigeance de leurs prédécesseurs vis-à-vis des mouvements islamiques réformistes de leurs pays, tous deux ont réalisé une révolution de palais sans coup férir; l'un en comité militaire, l'autre en solo alors qu'il était ministre de la défense de son pays.

Comme un bon Mauritanien, musulman de surcroît, doit toujours conjurer le mal, croire à la prédestinée des individus et au pardon d'Allah, une dose d'optimisme me prend à l'esprit. C'est-là la force de la foi pour certains; la naïveté par excellence pour d'autres. Pas question de gâcher la fête: le changement est là; l'avenir est loin et l'instant est gros! Et puis nous, nous revenons de loin! Et qui nous dit que le bon Dieu ne prédestine pas le colonel Ely à un si beau et immense dessein? Et qui nous dit qu'Ely n'a pas opéré sa transformation intérieure, lui qui est témoin privilégié de tout? Foule de questions sans réponses...

Voici venu le temps des promesses et des bons gestes. La libération des détenus politiques, l'amnistie pour délits d'opinion et des condamnés de Ouad Naga étaient inscrites dans l'ordre des choses. C'est maintenant chose faite. La joie explosée. Bigre! Elle n'est pas complète. Des individus chers ne répondent toujours pas à l'appel. Et de nouveau l'inquiétude...

Alors les promesses: 2 ans de transition au maximum, stricte neutralité dans le jeu électoral, justice, bonne gouvernance, démocratie transparente... Faisons comme le bédoûin, entrant dans la boutique garnie du village, il s'exclame: tout mon besoin!

Les statistiques disent que, depuis leur prise de pouvoir en 1978, les militaires mauritaniens ne tiennent jamais leurs promesses. Et puis de toute façon, comme le disait Charles Pasqua, lâchant Jacques Chirac, son ami de 30 ans au profit d'Edouard Balladur, les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent! Et quand on fouille dans l'histoire contemporaine du monde arabe, en matière de statistiques, sur les promesses tenues par les arrivants au pouvoir, les choses se gâtent. L'unique exception serait un certain Siwar Dhabab du Soudan.

Dans le domaine des promesses non tenues, la palme d'or revient hélas au Général Président Ben Ali qui, dès son accession au pouvoir, libère tous les détenus politiques, fait voter une constitution qui interdit la présidence à vie (on ne se présente que deux fois au maximum pour briguer le mandat présidentiel). Euphorie de l'opinion nationale et internationale! Il n'y a presque pas eu de calme pour annoncer la tempête: reprise en force du champ des libertés, répression sans égale pour toute l'opposition, fermeture des mosquées, interdiction du Hijab dans la vie de la cité, élection truquée à 99%. Les islamistes prennent le chemin de la prison ou celui de l'exil. Deux mandats et re-belote: on ouvre la constitution, on vote la candidature éternelle, synonyme de la présidence à vie. Un peu plus tard, on tire sur tout ce qui bouge: interdiction d'associations de droit de l'homme, tortures dans les prisons. Demandez à Moumfi Marzoughi le goût des couleurs de la méthode Ben Ali...

L'on n'est pas en mesure de comprendre sur un plan psychologique les mécanismes de "refaçonnage" subite et de transformation mentale des individus une fois le pouvoir entre leurs mains. Certains penseurs estiment que c'est la société dont émergent les dirigeants qui crée leur état d'esprit. Autrement dit, le dictateur ne serait que le produit de sa société d'origine. Une tradition rapportée du Prophète de l'islam ne disait-elle pas que selon que vous soyez, bons ou mauvais, vous seriez dirigés en bons ou en mauvais! L'histoire de l'humanité nous apprend que le pouvoir crée en l'homme une propension inexorable à la vanité, la méchanceté et l'abus. Mais elle nous apprend aussi que le fond spirituel est un excellent rempart contre la perversité du pouvoir. Je vous invite à une relecture attentive dans le Coran de deux écoles opposées de pouvoir: celle du Pharaon et celle de David. La première conduit au Kufir et à l'abîme, la seconde au Chukr et à la piété. La forte conviction que le pouvoir total appartient à Dieu qui peut le retirer à tout instant renforce l'intensité de la force de rappel vers la transcendance et conduit à la modestie, à l'humilité et la magnificence de celui qui le donne.

Revenons à nos moutons et à notre réalité mauritanienne. Je continue de rechercher en moi les raisons de mon optimisme. Quelques motifs me viennent à l'esprit. Ceux qui connaissent le Colonel Ely, pour l'avoir approché, disent de lui que c'est un officier inoffensif, plutôt de l'ombre, sans prétention particulière pour le pouvoir et une des rares personnalités du staff de Maouya qui a les pieds sur terre. Et puis le colonel Ely n'est pas seul. Il y a un CMJD qui comprend des officiers de grande valeur et au passé propre. Ensuite, le choix de Sidi Mohamed Ould Boubacar comme Premier ministre de la transition est

un choix rassurant. Je ne doute pas un instant qu'en cas de dérive manifeste, son honnêteté intellectuelle et son courage personnel le pousseront fermement à sortir de la mêlée. Quoique la constitution de son gouvernement soit apparue quelque peu décevante eu égard aux attentes, on note la présence de Mahfoudh Ould Bettah, figure emblématique d'un barreau libre et indépendant, dans un poste clé, celui de la Justice qui doit "normer" l'essentiel de l'action future de la transition. Beaucoup d'observateurs estiment qu'il mettrait lui aussi son poste dans la balance si l'on se mettait à bafouer le droit et les engagements pris. Enfin, il y a nos fameux partenaires au développement qui s'accrocheraient d'une façade démocratique!

Il n'y a rien à redire sur les mesures déjà prises et l'on attendait le Colonel Ely et sa camarilla aux actes. Samedi 8 octobre, un prélude est venu: la première conférence de presse de l'homme fort du pays. Trois dossiers d'actualité brillante entre autres l'attendaient au tournant: la question lancinante des réfugiés négro-mauritaniens, les auteurs de détournements de l'ancien régime et la reconnaissance du parti PCD (parti de la convergence démocratique), plus connu sous le nom de Hamd. Les réponses sont tombées. Elles sont aussi tranchées que décevantes. Je me limiterais ici au dernier point.

Selon le Colonel Ely O. Med Vall, Chef du CMJD et Chef de l'Etat, "la Mauritanie étant une République Islamique depuis l'indépendance, consacrant dans le préambule de sa constitution l'islam comme religion de l'Etat et du peuple, elle ne peut autoriser un parti fondé sur la base de la religion qui s'auto arrogerait le monopole de l'islam. Et comme tout le monde dit que Hamd est un parti religieux, c'est donc un parti religieux. C'est la règle et de ce point de vue-là il ne saurait être autorisé". Un peu plus tard, le Colonel développe: "...pour ma part, je ne fais pas de distinction entre islamistes modérés et islamistes extrémistes... Pour ce qui est des connotations politiques teintées de coloration religieuse et qui servent de buts inavoués, je considère qu'elles sont contraires à l'esprit et aux enseignements de notre sainte religion (Horizons N° 4079 du Lundi 10 Octobre 2005)".

Cette position, pour le moins abrupte, montre que notre Colonel sur ce combat-là, au moins monte en première ligne. A mes yeux, ces propos sont irrecevables aussi bien dans la forme que dans le fond.

Dans la forme tout d'abord, le Colonel Ely donne l'impression qu'il régit tout et ne laisse rien au Gouvernement et encore moins au Ministère de l'Intérieur. C'est une habitude malencontreuse sous l'ancien régime: la pouvoir absolu du Chef. L'arbitrage de ces questions aurait été du ressort du Gouvernement qui le présenterait sans aucun doute sous une forme plus acceptée et plus acceptable. D'autre part, il me paraît

plus qu'osé de convoquer une conférence de presse pour annoncer une décision aussi grosse de dangers, sans aucune forme de nuance ni de prudence. En outre, on note toujours sur le plan de la forme, une certaine discordance entre les membres du CMJD sur cette question. Car sur les ondes de la Voix de l'Amérique, le Colonel Ould Abdel Aziz s'engage à "n'exclure personne de la compétition politique".

Alors, sur le fond, le Colonel Ely fait une économie d'analyse, préfère la politique de l'impasse et pratique la fuite en avant savamment appliquée par son prédécesseur. Invoquer l'islam dans le préambule d'une constitution pour le priver plus tard de participer à la vie de la cité, y compris d'investir le champ politique et pour le reléguer davantage dans la sphère privée des individus - fussent-ils musulmans - relève d'une philosophie de laïcité imposée dans la pratique du fait politique, anticonstitutionnelle comme le stipule précisément ce même préambule. Ely sait certainement que ce débat traverse tout le monde musulman, de Nouakchott à Djakarta, et la vision simplificatrice qu'il a adoptée ne résout strictement rien. Ensuite, il rappelle que nous sommes depuis l'Indépendance une République Islamique. Or il sait, là encore, que les motifs du mouvement du 3 Août sont entre autres l'absence de justice et des formes de concentration (déficit démocratique). Comment peut-on alors concilier ces deux concepts de République Islamique et d'Injustice? Si le Parti Hamd est un parti fondé sur la religion (parti confessionnel ou théocratique), ou s'il prétend que celle-ci est son apanage, montrez-nous les textes déposés incriminés et nous en serons si vite convaincus. Ou bien ce parti se réfère simplement à l'islam comme dans le préambule de la constitution pour apporter des solutions à nos problèmes, c'est à son actif et il serait souhaitable pour l'esprit de la constitution que tous les partis dans leur statut appellent le même référent spirituel. Si maintenant on désire seulement exclure un certain nombre d'individus du jeu politique, genre Monsieur Jemil O. Mansour, pour des raisons inavouées, il faut trouver d'autres arguments... Mais les leitmotivs d'assurer la justice et la neutralité dans la compétition politique en Mauritanie ressembleront alors à des coquilles trouées. Un Colonel doit choisir entre la cave et le panthéon...

Le Colonel Ely doit savoir que chaque pays musulman a, à l'heure actuelle, fait son analyse du phénomène du renouveau islamique prôné par ces courants réformistes. Proche de nous, l'Algérie a autorisé les partis de Jaballah et de Mahfoudh Nahnah et a interdit le Front Islamique du Salut (FIS), le Royaume du Maroc a autorisé Ben Kirfan et s'oppose à Abdesselam Yacine. La Tunisie affronte tout le monde et se suffit du Destour, un parti-Etat équivalent de notre ex-PRDS. La Libye n'est pas classable mais en pleine effervescence.

Suite en page 11

Nouvel espoir ou réelle crainte?

Suite de la page 10

ce... Notre CMJD doit choisir entre un champ politique apaisé et un champ politique frictionnel. L'enjeu n'est pas mince et il vaut la réflexion. Bien approfondie et surtout pas celle, simpliste, de la sortie du 10 octobre, qui a déchiré pour la première fois le consensus de la transition jusqu'ici observé.

Les intellectuels mauritaniens, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont appelés à participer activement à ce débat, c'est-à-dire à élucider les conditions idéales pour la renaissance d'un climat politique interne apaisé. J'aimerais livrer ici une contribution dans ce sens. Je crois que ce qui biaisait le débat politique dans notre pays était la volonté farouche de l'ancien régime de court-circuiter les mouvements politiques qui sous-tendaient l'action politique jusqu'à une période récente de la genèse de notre jeune état national, par un substitut de forces traditionnelles (tribus, corporatismes, etc.). Pour cela le clientélisme est érigé en mode de gestion. Les régimes

militaires qui se sont succédé en isolant le champ politique de toute ligne idéologique, donc de toute forme de contestation organisée, perpétuent ainsi leur pouvoir, la répression faisant le reste. Baathistes (toutes tendances confondues), Nassiristes (toutes tendances confondues), Islamistes (Réformistes et Salafistes), Négromauritaniens (VF, Zoulous et Flamistes), Libéraux (l'aile dure Ismaélienne et sociale Daddahiste), Gauchistes (MND et Conscience & Résistance), El Horr (Messoudiens, Sghaïrois et Boidjeliens), ont tous, tour à tour, été victimes de ce schéma d'exclusion. Comme il est difficile de faire du théâtre sans les comédiens, il sera difficile de faire de la politique sans ses acteurs. Si le CMJD veut vraiment ouvrir un débat politique de fond et une compétition propre et juguler le travail de sape entrepris par le tribalisme et les opportunistes de pouvoir (qui ont une longueur d'avance), il doit trouver, avec ces

acteurs, des formes acceptées et intériorisées respectant la loi commune. Pour le moment, seul le Mouvement National Démocratique, organisé au sein du parti UFP et les libéraux à travers le RFD et le SAWAB tirent leurs épingles du jeu (l'APP est encore hybride!). Il faudra que leurs protagonistes du champ politique aient, eux aussi, leur tribune...

Le Premier Ministre en laissant son ministre de l'Intérieur s'embarquer sur les traces du convoi militaire perd bien des plumes et mord quelques poussières dans la conduite de cette transition.

Si maintenant on s'obstine dans des schémas arrêtés, malgré la prétendue non sacralité des avis, clamée haut et fort par le Colonel Ely, je crains fort que l'on n'aurait un Ben Ali au bout et auquel cas, les hommes libres de ce pays doivent comprendre que leur combat ne fait en fait que commencer...